



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- La plus grande ferme éolienne offshore Ecosaise entre en activité
- Le Labour dénonce la poursuite de l'exploitation du gaz de schiste

ENVIRONNEMENT

- Londres devient la première ville à recevoir le label de « ville parc national »
- Le changement climatique affecte fortement le RU
- Les distances parcourues à vélo et à pieds augmentent en Angleterre

TRANSPORT

- Boris Johnson se positionne favorablement sur le projet HS2
- Le Maire du Grand Manchester pourrait introduire un régime de franchises de bus

NUMERIQUE

- Un britannique dépose la première demande de brevet pour une invention créée par IA
- Cinq millions de volontaires partagent leurs données génétiques pour faire avancer la médecine prédictive
- Le comité parlementaire sur le numérique demande des explications à Facebook sur Cambridge Analytica
- Le RU dote le Council for Internet Safety d'un nouveau comité de direction

RÉGIONS

- Le Premier ministre a annoncé de nouveaux engagements pour les régions

INDUSTRIE

- PSA pourrait transférer la fabrication de la Vauxhall Astra en Europe continentale en cas de Brexit dur
- Le Gouvernement s'apprête à créer 10 ports francs après la sortie du RU de l'UE

Mise en place d'un nouveau Gouvernement conservateur au Royaume-Uni

Parmi les principaux ministres nommés à la suite de l'élection de Boris Johnson au poste de Premier ministre, Andrea Leadsom qui était *Speaker* à la chambre des Communes dans le Gouvernement de Theresa May a hérité du poste de ministre de l'Economie, de l'Energie et de la Stratégie industrielle en remplacement de Greg Clark. Theresa Villiers a pris le poste de ministre de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales en remplacement de Michael Gove qui est devenu Chancelier du duché de Lancaster (équivalent d'un vice premier ministre) et chargé de superviser la préparation au no deal. Grant Shapps a hérité du portefeuille de ministre des Transports en remplacement de Chris Grayling tandis que Claire Perry qui était secrétaire d'Etat à l'Energie devient présidente de la COP 26. Nicky Morgan hérite de son côté du portefeuille de ministre du Numérique, de la Culture, des Médias et des Sports en remplacement de Jeremy Wright.

ENERGIE - CLIMAT

La plus grande ferme éolienne offshore en Ecosse entre en activité – le Prince Charles a inauguré la [ferme éolienne offshore Beatrice](#) située en Ecosse, 13 kilomètres au large de Wick. [La ferme éolienne](#), qui a coûté 2,65Md£, est composée de 84 turbines géantes pouvant alimenter 450 000 foyers en électricité. Il s'agit de la plus grosse source d'énergie renouvelable en Ecosse. L'entreprise SSE Renewables associé dans une joint-venture à Copenhagen Infrastructure Partners et Red Rock Power a débuté la construction de la ferme en 2016 et a achevé les travaux dans les temps et pour un coût inférieur de 100M£ à celui prévu initialement.

L'exploitation du gaz de schiste remettrait en cause les engagements climatiques du RU – selon le leader de l'opposition, [J. Corbyn](#), la poursuite de l'extraction de gaz de schiste empêcherait le RU d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Présent lors d'une manifestation visant à dénoncer la poursuite de l'extraction de gaz de schiste sur le site de Cuadrilla dans le Lancashire (nord de l'Angleterre), le leader travailliste a interpellé le nouveau Premier ministre Boris Johnson l'accusant de plier l'échine face aux grandes compagnies. Il souhaite que le RU stoppe toute exploitation afin de respecter les objectifs de baisse des émissions de gaz à effets de serre. Les deux nouvelles ministres, Andrea Leadsom (Energie) et Theresa Villiers (Environnement) se sont prononcées par le passé en faveur de l'exploitation du gaz de schiste.

ENVIRONNEMENT

Londres devient la première ville à recevoir le label de « ville parc national » – Londres s'est vu décerner la semaine dernière ce label par [The National Park City Foundation \(NPCF\)](#) qui récompense les villes mettant en place des actions environnementales, de santé publique et de biodiversité. 25 autres villes pourraient recevoir ce label d'ici 2025 et des villes britanniques comme Newcastle Upon Tyne ou Glasgow réfléchissent déjà à présenter leur dossier l'année prochaine. La capitale britannique qui compte 9 millions d'habitants et a une densité de 5 590 habitants/km² comprend une faune sauvage importante (près de 15 000 espèces). Londres a presque autant d'arbres que d'habitants et presque la moitié des zones urbaines se situent près d'un espace vert ou d'un court d'eau, réservoir ou canal. Près de 250 organisations sont engagées pour rendre la ville encore plus verte. Nairobi, Capetown et d'autres villes comme Bogota, Manaus, Seattle, Chengdu ou encore Chiang Mai pourraient également prétendre au titre de « ville parc national ».

Le changement climatique affecte fortement le RU – selon [un rapport récent](#) du Met Office (équivalent de Météo France), les 10 années les plus chaudes au RU auraient été enregistrées depuis 2002 alors que les 10 années les plus froides datent d'avant 1963. L'année 2018 fait partie des 10 années les plus chaudes avec 2006. Autre enseignement du rapport, le climat RU devient également plus humide notamment l'été avec 13% de précipitations en plus comparé au siècle dernier. Cette [tendance](#) pourrait s'accélérer avec le réchauffement climatique, 2019 étant déjà classée parmi les années les plus chaudes. Selon plusieurs études relatives à la perception par les habitants du changement climatique, une majorité de britanniques se sentiraient peu concernés et seraient même plutôt favorables à une hausse des températures sans prendre en compte les impacts négatifs (phénomènes extrêmes, inondations, sécheresses, etc.).

Les distances parcourues à vélo et à pieds augmentent en Angleterre - Les derniers [chiffres](#) publiés par le *Department for Transport* montrent une hausse de 9% de la distance moyenne parcourue tant à pied qu'à vélo par habitant depuis 2015. En 2018, les femmes pratiquaient davantage la marche à pied que les hommes qui étaient plus nombreux à pratiquer le vélo. Par habitant et en moyenne, la marche et le vélo représentaient 27% et 2% des déplacements, représentant 3% et 1% des distances totales parcourues. En Angleterre, 42 % des personnes âgées de plus de 5 ans possédaient ou ont eu accès à un vélo entre 2016 et 2018. Une étude de la *National Travel Attitudes Study* a montré qu'en 2018, une majorité de britanniques (61%) trouvaient la pratique du vélo dangereuse, ce taux augmentant chez les femmes (68 %) contre 54 % pour les hommes.



Boris Johnson se positionne favorablement sur le projet HS2 – Longtemps critique d’HS2, B. Johnson a laissé entendre qu’il pourrait valider la poursuite du projet, même si celui-ci venait à atteindre un coût de 100Md£ (contre les 56Md£ budgétés aujourd’hui). En effet, d’après une revue interne effectuée par le Président d’HS2, Allan Cook, le coût de la nouvelle ligne à grande vitesse pourrait atteindre entre 70 et 85Md£. Le nouveau Premier ministre prévoit qu’une étude distincte soit réalisée en parallèle sur l’optimisation des ressources prévues pour la construction de la ligne. Celle-ci n’a pas vocation à interrompre les travaux actuellement conduits à Curzon Street, le terminus d’HS2 à Birmingham, mais devrait permettre d’identifier des pistes d’économies, telles que le réaménagement du projet pour donner la priorité au tronçon nord plutôt que sud, ou la construction du terminus de la ligne à la périphérie de Londres plutôt que dans son centre. Ce nouveau positionnement du Premier Ministre constitue un soulagement pour les nombreux élus des Midlands et du nord de l’Angleterre qui soutiennent le projet. En effet, les signaux envoyés par Boris Johnson relatifs à l’avenir d’HS2 étaient, jusqu’à présent, ambigus – nomination d’Andrew Giligan, farouche opposant au projet, comme son conseiller spécial au Transport, mais également de Grant Shapps, ouvertement favorable à HS2, comme Ministre des Transports.

Le Maire du Grand Manchester pourrait introduire un régime de franchise de bus – Depuis la vague de déréglementation de 1985, les compagnies privées peuvent fixer librement les itinéraires et les tarifs de bus locaux. Alors que plus de 30 compagnies exploitent actuellement des lignes dans le Grand Manchester, le nombre de passagers et la fréquence des services semblent avoir diminué d’un tiers en 30 ans. Au cours de la même période, le nombre de passagers a doublé à Londres – seule collectivité locale qui n’a pas libéralisé ses services de bus. Aussi, le Maire du Grand Manchester, Andy Burnham, tente de se saisir des pouvoirs accordés aux maires par la loi de 2017 pour instaurer le premier système de franchises en dehors de Londres. Il serait alors en mesure de déterminer les horaires, les itinéraires et les tarifs des bus. M. Burnham a reçu le soutien de B. Johnson, qui a salué la volonté de transformation des services de bus locaux et a annoncé que son gouvernement encouragerait ce mouvement. Malgré la baisse du nombre de passagers, les bus restent le moyen de transport public le plus utilisé au RU ; dans l’agglomération de Manchester, 75 % des trajets - environ 200M - sont effectués en bus. Le Grand Manchester dépense 27 M£ par an en subventions afin d’encourager les opérateurs à proposer des services sur des lignes peu rentables et M. Burnham estime que des dizaines de millions de livres en dotations gouvernementales seront nécessaires pour mettre un œuvre un système de franchise.



Un britannique dépose la première demande de brevet pour une invention créée par IA - Un professeur à l’Université du Surrey a créé DABUS, une [intelligence artificielle](#) qui utilise un système de réseaux neuronaux qui modifie les interconnexions pour générer de nouvelles idées. Il a déposé deux demandes de brevet auprès des organismes de protection de la propriété intellectuelle des Etats-Unis, de l’UE et du RU pour des inventions créées par DABUS, dont un récipient à boisson capable de changer de forme et une lampe dédiée aux opérations de recherche et sauvetage. Cependant, le droit britannique et le droit européen précisent que les inventions ne peuvent être attribuées qu’à des personnes. Le cas de DABUS risque donc de devenir un cas d’école. Les organismes de protection de la propriété intellectuelle se refusent pour l’instant à commenter les demandes en cours, mais le débat sur les incidences de l’IA dans le domaine de la propriété intellectuelle est relancé dans les médias.

Cinq millions de volontaires partagent leurs données génétiques pour faire avancer la médecine prédictive – Le programme d’initiative gouvernementale [Accelerating Detection of Disease](#) (ADD) a pour ambition le développement de traitements personnalisés et d’outils de diagnostic utilisant l’intelligence artificielle. Cinq millions de patients de la NHS ont accepté de partager leurs données génétiques à ces fins. Le projet est financé à hauteur de 160M£ par des entreprises et associations caritatives comme *British Heart Foundation* et *Alzheimer’s Research*

UK et à hauteur de 79M£ par le gouvernement britannique. L'investissement a été annoncé en amont de la *National Genomics Healthcare Strategy* qui devrait être publiée par le gouvernement d'ici l'automne et apporter davantage de détails sur le projet ADD.

Le Président du comité parlementaire sur le numérique demande des explications à Facebook sur Cambridge Analytica

– En 2018, des employés de Facebook ont témoigné devant le Parlement britannique sur l'affaire Cambridge Analytica, dans laquelle le réseau social américain a laissé fuiter des données personnelles de ses utilisateurs à des tierces parties qui les ont utilisées à des fins politiques sans qu'ils n'y consentent. Devant le Parlement, les employés de Facebook ont affirmé que l'entreprise n'avait eu connaissance de cette mauvaise gestion qu'en décembre 2015, suite à la publication d'un article dans *The Guardian*. Les accusations récentes de la Securities Exchange Commission des Etats-Unis contre Facebook entrent en contradiction avec ces témoignages. [Damian Collins](#), Président du comité parlementaire sur le numérique a donné une douzaine de jours à Nick Clegg, ancien parlementaire aujourd'hui en charge de la communication et des relations publiques de Facebook au Royaume-Uni, pour s'expliquer. L'affaire Cambridge Analytica revient aussi sur le devant de la scène publique avec la sortie la semaine dernière du documentaire *The Great Hack* qui retrace les liens entre l'entreprise britannique et les campagnes politiques de Donald Trump et de Leave.EU.

Le RU dote le Council for Internet Safety d'un nouveau comité de direction

– Le [UK Council for Internet Safety](#) (UKCIS), précédemment appelé *UK Council for Child Internet Safety* a pour vocation de renforcer la protection des internautes britanniques. Il est composé de régulateurs, entreprises privées, universités et associations caritatives (Apple, Facebook, Google, Twitter, Microsoft, BBC, Sky, ICO, etc.) qui collaborent sur des sujets comme le cyber harcèlement, la radicalisation, l'extrémisme et les discours de haine en ligne. Son comité de direction vient d'être renouvelé par le gouvernement britannique. Les responsabilités et les ressources du UKCIS sont susceptibles de gagner en importance suite à la publication d'un livre blanc sur les préjudices en ligne en avril 2019.



Le Premier ministre a annoncé de nouveaux engagements pour les régions

– [Boris Johnson](#) s'est engagé, à l'occasion d'un discours prononcé à Manchester, à revigorer l'économie des régions britanniques et notamment celles du Nord. Un fond de 3,6Md£ va être abondé pour permettre à 100 villes d'améliorer leur réseau de transport, leur couverture numérique et leurs équipements culturels. L'annonce s'appuie sur un engagement du précédent Gouvernement annoncé en mars 2019 et doté d'1,6Md£ dans le but de développer les régions du Nord. Cinq ans après la première annonce d'une ligne à grande vitesse entre Leeds et Manchester, B. Johnson a repris cet engagement qui s'inscrit dans le programme de développement des liaisons ferroviaires dans le nord de l'Angleterre et du programme *Northern Powerhouse Rail*.



Le Premier ministre a annoncé de nouveaux engagements pour les régions

– [Boris Johnson](#) s'est engagé, à l'occasion d'un discours prononcé à Manchester, à revigorer l'économie des régions britanniques et notamment celles du Nord. Un fond de 3,6Md£ va être abondé pour permettre à 100 villes d'améliorer leur réseau de transport, leur couverture numérique et leurs équipements culturels. L'annonce s'appuie sur un engagement du précédent Gouvernement annoncé en mars 2019 qui visait principalement à développer les régions du Nord et doté initialement d'1,6Md£. Cinq ans après la première annonce d'une ligne à grande vitesse entre Leeds et Manchester, B. Johnson a repris cet engagement qui s'inscrit dans le programme de développement des liaisons ferroviaires dans le nord de l'Angleterre et du programme *Northern Powerhouse Rail*.

PSA pourrait transférer la fabrication de la Vauxhall Astra en Europe continentale en cas de Brexit dur – Carlos Tavares, Président du groupe PSA, a [indiqué](#) qu'il pourrait fermer le site d'Ellesmere Port, qui fabrique des voitures Vauxhall Astra, si une sortie sans accord entraînait des perturbations dans les exportations de l'usine et grevait sa rentabilité. Ellesmere Port est exposée au risque douanier puisque 80% de sa production est exportée en Europe et que les 3/4 de ses composants sont importés. Un tel transfert de production pourrait entraîner la suppression de 1000 emplois et réduirait la présence de l'entreprise au RU à son usine de Luton, qui produit des fourgonnettes. Précisant qu'un site alternatif dans le Sud de l'Europe avait été réservé, M. Tavares a indiqué que les constructeurs automobiles avaient besoin de visibilité en matière douanière. Les incertitudes entourant les futures relations commerciales entre le RU et l'UE ont également été dénoncées par l'organisation représentant l'industrie automobile, SMMT, qui estime que le no-deal constitue une « menace existentielle » pour l'industrie. En effet, les investissements des constructeurs automobiles et de leurs fournisseurs dans de nouveaux projets ont chuté de 80% depuis 2016, tandis que Ford et Honda ont annoncé la fermeture de sites britanniques et que BMW a indiqué transférer une partie de sa production de moteurs hors du RU.

Le Gouvernement s'apprête à créer 10 ports francs après la sortie du RU de l'UE – La ministre en charge du commerce international, Lizz Truss, a annoncé hier la création d'un comité de réflexion qui devra conseiller le Gouvernement sur la mise en place de [10 ports francs](#) ou zones franches au RU une fois le Brexit effectif. L'ancien conseiller spécial de David Cameron, Daniel Korski, siègera au sein de ce comité. L'objectif du Gouvernement est de redynamiser certaines zones industrielles, notamment dans le nord de l'Angleterre, et de créer des emplois en [réduisant la charge administrative et fiscale](#) (impôt sur les sociétés et cotisations sociales allégés), concernant l'entrée, la transformation et la sortie des marchandises du territoire. Il existe 3500 zones franches réparties dans 135 pays, dont les Etats-Unis qui en comptent 250 et l'Europe, 80 répartis en majorité à l'Est. Le RU a compté jusqu'à 7 ports francs entre 1984 et 2012. Les pays abritant des ports francs doivent respecter la réglementation en matière d'aides d'Etat et ne pas porter atteinte au principe de libre concurrence. L'UE de son côté a rappelé le mois dernier le risque que posent les ports francs en matière de contrefaçon. L'opposition travailliste a de son côté indiqué que ces zones ne feraient que déplacer des emplois sans en créer de nouveaux dans une course à la déréglementation.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Gautier Houel, Attaché économique, Gautier.houel@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)